

G R O U P E

I N F O R M A T I O N & L I A I S O N S

O U V R I E R E S "

BULLETIN d'INFORMATION N° 19

MARS 1960

S O M M A I R E

- 1 : La lutte des travailleurs
2 : Lavalette: deux ateliers en grève
3 : Hollande : grève sauvage des autobus
4 : Angleterre: une firme supprime le travail aux pièces
5 : Grève sur commande aux P.T.T.
6 : Un livre sur la guerre d'Algérie
7 : Groupe inter-entreprise: journaux d'entreprise.

LA LUTTE DES TRAVAILLEURS

Un règlement d'ensemble des problèmes intéressant les cheminots, les fonctionnaires, les banques, les assurances, vient d'être mis au point par le gouvernement, le patronat et les organisations syndicales : augmentations échelonnées, reclassement, une sorte de planification à long terme des rapports patrons-travailleurs, sur les salaires, qui doit suffire dans la pensée de ses promoteurs pour rejeter dans un avenir assez lointain, les menaces de retour d'un conflit ouvert comme celui de la S.N.C.F. en Juin 1959.

Mais par delà les "règlements d'ensemble" des salaires, les travailleurs se trouvent confrontés de plus en plus nettement, et cette fois en dehors de toute récession, avec les problèmes de rationalisation, d'automatisation, qu'imposent à de nombreuses entreprises la concurrence accrue due à l'ouverture du Marché Commun, et à la pénétration des capitaux internationaux en France. Là encore dans les entreprises, les travailleurs se retrouvent seuls: ces "petites luttes" n'intéressent guère les syndicats.

Pourtant ce sont de telles luttes qui se développent actuellement; la façade des "grands mouvements pour les salaires" les avait dissimulées ou déviées; elles présentent beaucoup plus nettement ce caractère de résistance à l'exploitation indépendamment de tout mot d'ordre, et souvent se développent hors des syndicats. Elles restent morcelées, divisées, atelier par atelier, et ne se généralisent pas à l'échelle même de l'entreprise; c'est une sorte de guerre d'usure dans laquelle les travailleurs semblent avoir retrouvé le sens réel de leur condition, surmontant au niveau des échelons élémentaires de la production les divisions artificielles des organisations et de leurs mots d'ordre; tout se passe comme si de nouvelles formes

de luttes, très élémentaires pour l'instant étaient entrain de se dégager sans que l'on puisse dire dans quel sens ou dans quelles perspectives.

Ces mouvements touchent toutes les entreprises et tous ordres de revendications: suppression du service de nuit dans une mine de fer de Moselle, horaire de 40 heures à l'imprimerie Del Duca, aux ateliers et chantiers de France à Dunkerque, pour un aménagement d'horaires chez Lavalette, contre les cadences dans des ateliers de Lavalette, de Renault, d'Hotchkiss, contre les études de poste les déclassements, chez Renault, Hispano-Suiza, pour des parités de salaires avec d'autres ateliers chez Renault, etc....

On peut lire, dans Tribune Ouvrière (Janvier 1960) le récit d'une grève de régleurs du département 55 chez Renault.

On lira ci-après le récit de ce qui se passe chez Lavalette.

En regard de cette lutte ouvrière quotidienne, qui se poursuit inlassablement, le décalage entre les organisations et les travailleurs que le 13 Mai avait fait apparaître concrètement, subsiste toujours. Les syndicats ont bien retrouvé à la faveur des conflits de 1959, les chemins du pouvoir, mais moins que jamais ils sont capables de répondre aux préoccupations les plus importantes des travailleurs. Leur programme essaie bien d'exprimer cette intégration plus poussée dans l'Etat, que nécessitent les nouveaux rapports politiques. Il n'y a pas de différence sur ce point entre la CGT, la CFDT, ou FO. Cherchant à donner une solution aux revendications les plus immédiates des travailleurs, dans le cadre de la société capitaliste, et à travers leur organisation, les syndicats sont conduits sans s'en rendre compte à se poser comme co-gestionnaires de la société capitaliste moderne, aux côtés des technocrates et à exprimer ainsi à leur niveau, la transformation profonde de la société en France.

Dans la crise que vient de traverser le régime gaulliste, les syndicats ont donné la mesure du rôle qu'ils entendent jouer. La grève du lundi 1^{er} Février a été pour eux l'occasion de se poser en défenseur d'un régime dont ils s'accoutent fort bien, avec quelques aménagements éventuels (ceux que proposent leurs programmes). Jamais, ils n'ont lancé ainsi dans l'unanimité de mot d'ordre politique d'une équivoque aussi totale. Le "succès" de ce mouvement de circonstance est à la mesure de la rupture profonde syndicats-travailleurs; il masque les conflits réels qu'une situation politique normale (fin de la guerre d'Algérie, par exemple) ne manquerait pas de faire apparaître dans toute leur ampleur.

DES BULLETINS ILO ont parlé des questions suivantes :

La récession	n°1	:	Grève aux aciéries de Pompey	n°15
Les luttes en Angleterre	n°2	:	Grève des typos en Hollande	n°16
Le Marché Commun	n°6	:	Les événements d'Algérie	n°18
La Galilée et Florence	n°13	:	Le patronat français	document 2

Des CAHIERS ILO ont étudié d'une manière plus approfondie :

Les mesures De Gaulle Pinay	n° 1	:	Deux grèves anglaises	n°3
Les grèves du Borinage	n° 2	:	La coexistence pacifique	document n°3

Un cahier imprimé est en préparation sur la situation française actuelle.
Tous ces documents peuvent être envoyés à tout camarade qui en fait la demande.

LAVALETTE : DEUX ATELIERS EN GREVE

Le mouvement qui se développe actuellement chez Lavalette présente des caractères nouveaux et des éléments complexes qui ne paraissent aller tout à fait dans le sens de nos préoccupations, et demandent par cela même, une analyse approfondie, impossible à faire immédiatement. C'est pourquoi je me contenterai d'exposer les faits, et de faire quelques commentaires.

Il y a un mois, 14 travailleurs de l'atelier des rectifieuses (atelier 24) débrayaient plusieurs jours de suite contre un changement de méthode qui aboutissait à une perte de salaire; pendant quatre jours entiers, ils menaient la lutte seuls. Sous la pression de plusieurs éléments de base, le syndicat CGT prenait enfin position et soutenait leur lutte par des tracts plus ou moins ambigus. Une mise à pied de trois jours faisait faire un bond à la lutte et un débrayage d'une heure demandé par les deux syndicats (CGT et FO) (qui avaient réalisé l'unité) remportait un succès sans précédent dans une atmosphère enthousiaste. La mise à pied était contournée par l'Inspecteur du Travail, et la direction obligée de payer. De retour à l'usine, les 14 travailleurs en grève reprénaient la lutte et décidaient une grève de trois jours; le conflit se terminait par un succès, car un aménagement était apporté au calcul du salaire, qui réduisait à néant les mesures prises précédemment.

Quinze jours se passent. L'atelier des tours automatiques (atelier 95) rentre en grève. Composé de 45 régleurs et 45 O.S. - un régleur par O.S. qui fait fonctionner 6 machines (en général 4 en marche et 2 en réparation ou mise en route). Les régleurs prennent l'initiative de la lutte (les régleurs seuls, deux mois auparavant avaient débrayé contre des nouveaux chronométrages). Par la discussion, ils parviennent à une solide entente, décident d'une grève d'un jour, puis du boycottage des heures supplémentaires, l'horaire de 40 heures étant passé à 48h. Ils savent qu'il y a du travail urgent et saisissent au vol l'occasion. Leur lutte se passe systématiquement en dehors du syndicat. Ils veulent que leurs actions soient des actions surprise. Dans le courant de la deuxième semaine a lieu une seconde grève d'un jour. La direction ne cède pas. C'est par les tours automatiques que démarre toute la production de l'usine (à quelques exceptions près, insignifiantes). La direction menace et met sa menace à exécution: faire faire la production à l'extérieur. Ce procédé ne peut être que factice et limité, en tout cas dans le temps. Les tours estiment que s'ils pouvaient tenir huit jours, ils mettraient la direction dans un grand embarras. Mais il est difficile de tenir huit jours: plusieurs mois à 40h ont laissé les O.S. dans une situation pécuniaire très précaire. On sent très nettement un flottement. L'isolement qui avait fait la force de leur mouvement au départ, arrivé à un certain point de la lutte, fait leur faiblesse. Coupés du syndicat, ils n'ont pas de moyen d'expression pour faire connaître leur lutte. Ils n'en sont pas encore à prendre l'initiative de forger leurs propres moyens d'expression.

A l'atelier 24 on s'agite: une lettre de revendication est posée d'une part par les régleurs, d'autre part par les O.S. (le syndicat sert de dactylo). La direction refuse de recevoir les lettres portées par les délégués. On s'insurge. Le rôle des syndicats est nul. Mais comme aux tours, en dehors de lui, pas de moyen d'expression. On demande par son intermédiaire une assemblée d'information. Il refuse. On rédige un tract, qu'on lui demande de ronéoter et diffuser. Il refuse. Ceux qui n'étaient pas encore démythifiés se trouvent aussi impuissants que les autres. Il faut cependant engager une action. Laquelle? Une grève de longue durée est impossible. Les régleurs de la 24 décident de tenir une réunion, où chacun, dans la discussion, devra émettre son avis. Ils suggèrent aux O.S. d'en faire autant.

Brusquement, Vendredi 26, à 2h1/2, au changement d'équipes, les régisseurs font un débrayage d'une demi-heure. Les O.S. sort vaguement ou pas du tout au courant. Certains sont mécontents. A l'issue de leur réunion, les régisseurs ont décidé de faire une heure de débrayage chaque jour. A une demi-heure près, c'est le boycottage des heures supplémentaires. Telle est la situation à ce jour.

HOLLANDE : GREVE SAUVAGE DES AUTOBUS (GRANDES LIGNES)

Le lundi 25 Janvier ont éclaté en Hollande toute une série de grèves sauvages. Elles ont touché presque toutes les compagnies des autobus de grandes lignes qui assurent le service complémentaire des voyageurs aux chemins de fer.

Cela a commencé dans le centre du pays. Après une réunion, dans la nuit du dimanche 24 au lundi 25 le personnel de la compagnie N.B.M. avait décidé de se mettre en grève pour 24 heures. Le lundi pour cette Compagnie qui assure le service entre Utrecht, De Bilt, Zeist et Arnhem, Utrecht et Hilversum, Utrecht et Amsterdam, Utrecht et Amersfoort, la grève était totale. (plus de 200.000 voyageurs quotidiens). La revendication principale concernait les salaires (1).

Dès le début de la grève, le gouvernement prit des mesures. Lundi 25 Janvier à midi, le comité de grève d'Hilversum reçut un télégramme du ministre des affaires sociales, " tout le personnel doit reprendre le travail à 16h. Sinon, le gouvernement refuse de poursuivre les pourparlers en cours avec les syndicats sur l'augmentation des salaires, réunion prévue pour le 27 janvier ".

Dans l'histoire du mouvement ouvrier, et des grèves sauvages, c'était la première fois que le gouvernement s'adressait, lui-même et directement, à un comité de grève. C'était un peu une "reconnaissance officielle".

Le comité de grève ne répondit pas; il n'était pas question d'une capitulation des grévistes devant le gouvernement. La grève dura le lundi jusqu'à minuit.

Mardi 26 Janvier: les autobus de la Compagnie N.B.M. (centre) recommencèrent à rouler. Mais malgré les menaces gouvernementales, les employés de la Cie W.S.M. (partie sud-ouest de la province Hollande Sud- triangle entre La Haye, Hoek van Holland à la bouche de la Meuse et Rotterdam) se mirent à leur tour en grève. En même temps, il était envisagé des grèves partielles du personnel du G.A.D.O. (province de Groningen dans l'extrême nord du pays), V.A.D. (communications à l'est d'Amersfoort) Velox (communications dans les environs d'Arnhem) N.A.C.O. (communications dans la province Hollande-Nord, au Nord et nord-Est d'Alkmaar). Dans le Brabant, le personnel du B.B.A. avait prévu une réunion de nuit pour discuter de la situation et prendre des décisions.

La grève de la W.S.M. dura 24 heures, comme celle de la N.B.M. Mais Mercredi 27 Janvier, la B.B.A. (Brabant) était en grève. Et Jeudi 28 Janvier des réunions du personnel des compagnies des autobus se tenaient partout.

(1) voir ILO N° 16- Octobre 1959- Grève sauvage des typos en Hollande- des explications sur la politique gouvernementale des salaires en Hollande.

Jeudi soir (ou vendredi matin, car c'était après minuit) réunion du personnel du V.A.D. à Ermelo, avec des délégations du N.B.M., B.R.A. Citosa, (centre de la province Hollande-Sud) et G.T.W. (communications à l'Est d'Arnhem jusqu'à la frontière allemande); à Boskoop (entre Utrecht et Leyde) réunion du personnel du Citosa, avec des délégations du W.S.M., G.A.K.O. (communications au Nord d'Alkmaar) et du N.Z.H.V.M. (compagnie située à Harlem, entretenant des communications tout au long de la côte de la Mer du Nord entre La Haye et Harlem et entre Harlem et Amsterdam) où avait eu lieu une grève partielle le 27 Janvier.

Résultat de ces réunions: pas de grève le vendredi 28, car l'attitude du gouvernement avait changé. Dans le cours de la semaine, le gouvernement avait capitulé et annonçait que les pourparlers avec les syndicats des transports seraient poursuivis le samedi matin 30 Janvier. Mais... aux mêmes réunions, les grévistes posaient clairement: si ces pourparlers ne sont pas sérieux, si les salaires ne sont pas augmentés immédiatement, la grève sera générale la semaine prochaine.

A ce moment, les salaires du personnel du G.A.D.O. étaient déjà augmentés. Sans attendre la décision gouvernementale, la direction de cette compagnie avait cédé dès le début de la semaine, devant la menace d'une grève sauvage lundi matin 25 Janvier, laquelle dans ces circonstances n'eut pas lieu.

Le gouvernement et les syndicats:

Le fait même que le gouvernement s'était adressé (par télégramme) au comité de grève du N.B.M. le premier jour de la grève, fut sévèrement critiqué par tout le mouvement syndical. Même les porte-paroles des syndicats chrétiens (catholiques et protestants) qui soutiennent le gouvernement de droite d'aujourd'hui, n'avaient pas un mot pour défendre cette politique qui était, si on voulait les croire, de la folie. A la Chambre des Députés, le ministre pour les affaires sociales, fut attaqué par les représentants de tous les partis, y compris les partis de droite qui soutiennent le cabinet actuel. Après le premier jour de grève, le mardi 26 Janvier, la Chambre fut réunie. La position des syndicats était déjà connue: " nous n'avons pas voulu cette grève, au contraire nous avons fait de notre mieux pour l'éviter. Que représente ce comité de grève auquel vous vous êtes adressé? Rien? Ce sont nous, les syndicats officiels qui représentons les ouvriers. Qu'avez-vous fait, monsieur le Ministre? Nous qui avons suivi des pourparlers honnêtes, nous qui n'avons rien à faire avec une grève sauvage, nous qui sommes contre cette grève!"

Les syndicats ne seraient pas des vrais syndicats, s'ils n'avaient ajouté un autre argument, que nous pouvons résumer ainsi: " ce que vous faites au gouvernement, détruit toutes les possibilités de faire cesser les grèves sauvages. Si le mouvement syndical est mis de côté, il n'existe plus d'organisation qui puisse séduire les ouvriers, plus d'organisation qui puisse rétablir les illusions d'avant la grève, c'est-à-dire une situation dans laquelle l'action syndicale est prise pour un miracle social qui vaut mieux que le combat." Toute la presse: catholique, protestante, travailliste, disait la même chose, avec des variations bien sûr. Il y avait seulement une exception: un grand journal d'Amsterdam disait: " le gouvernement ne pouvait pas agir autrement. Une grève sauvage, des transports notamment, dans le centre du pays, c'est un danger." Un autre journal, en reprenant toute la critique syndicale ajoutait quelques phrases dans lesquelles le rédacteur en chef, exprimait cette idée: l'esprit de l'année 1903 est revenu (année des grandes grèves de 1903). Il y avait quelque chose de vrai dans ces mots. Seulement ce qu'il voulait exprimer était le geste réactionnaire du gouvernement (télégramme, et menace d'ajourner les pourparlers) comparable à ceux du gouvernement de 1903. Il ne

parlait pas de l'activité combative des ouvriers, bien que ce fut surtout cette activité qui rappelait celle de 1903. Mais cette vérité, explosive en elle-même personne n'en parlait.

Bien sûr: Les syndicats, les membres du parlement et les journaux bourgeois (les travaillistes y compris) oublièrent une chose très importante: dès le commencement de l'action, les syndicats ne représentaient plus rien du tout. Ils avaient perdu toute influence, toute confiance. Dans la réunion de la nuit du 24 au 25 Janvier, le personnel J. N. B. M. avait critiqué sévèrement la politique syndicale. Les représentants syndicaux n'avaient pas assisté au meeting. Pour les ouvriers, il n'y avait plus qu'un type d'organisation conservant son autorité : le comité de grève, le comité du personnel lui-même.

Le pays paralysé, les travailleurs en grève, tous les syndicats et tous les partis contre lui, le gouvernement capitulait. Mercredi il annonça la poursuite des pourparlers samedi matin. Mais les grèves continuèrent toute la journée de mercredi.

Les ouvriers et les syndicats:

Dans leurs réunions, les travailleurs s'opposaient ouvertement aux syndicats. Les orateurs des grévistes lancèrent des attaques violentes contre les organisations qui ne faisaient que parler, qui avaient peur de la lutte. On pouvait entendre les cris suivants :

" ils nous laissent trop seuls "

" si nous ne luttons pas nous-mêmes rien ne passera".

" nous avons épousé des femmes, pas des bonnes, qui sont obligées de travailler parce que nous gagnons trop peu".

" Moi, je gagne 58 florins (I) par semaine, 12h par jour au volant mon travail est dur, et j'aide des responsabilités. Dans mon temps libre, je travaille comme agent pour une teinturerie/blanchisserie. Heureusement, sinon je ne pourrais pas nourrir ma famille "

Les officiels du syndicat voulaient assister à la réunion du personnel de la compagnie B.B.A. (Brabant). Ils ne furent pas admis. Le directeur de la compagnie put entrer. Avec lui les ouvriers discutèrent leurs problèmes. Il leur donna son avis : ne pas faire la grève. On lui a répondu: "nous ferons la grève quand même."

Dans toutes les instances syndicales, on était furieux.

De quoi s'agissait-il?

Les salaires du personnel des compagnies régionales d'autobus, sont aussi bas qu'on peut imaginer. J'ai parlé déjà d'un salaire de 58 florins par semaine; ce n'est pas une exception, en moyenne on gagne 60 florins par semaine. Depuis longtemps, les patrons se déclaraient d'accord pour une augmentation. Mais le gouvernement qui contrôle le niveau des salaires, refusait son autorisation. On avait peur que tout changement brise le système qu'on avait avec la politique d'un plafond de salaire échafaudé depuis la guerre.

(I) 1 Florin = 1,30 N.F. le coût de la vie en Hollande, si l'on compare prix pour prix en francs est inférieur de 15 à 20% au coût de la vie en France.

Bien sûr, le gouvernement de droite, venu au pouvoir en 1959, avait annoncé qu'il ne voulait plus de la politique social-démocrate "travailliste" sur le plan des salaires. En pratique, il hésitait, augmentait quelques salaires dans les secteurs les plus productifs de l'économie, et continuait pour le reste, strictement la politique de son prédécesseur, parce que les nécessités du développement économique ne permettaient pas autre chose. Les ouvriers des autres secteurs, devenus impatients, commençaient à s'inquiéter. C'est dans ce climat que les grèves commencent.

La tactique des grévistes:

Les personnels des compagnies d'autobus dans les diverses régions du pays ont donné à tous les ouvriers quelques leçons très importantes. En grève seulement pour 24h, cela voulait dire, au pire, la perte d'une seule journée de salaire. Se mettant en grève les uns après les autres, la circulation des voyageurs était interrompue pour plus de trois jours. Bien qu'apparemment divisés, ils donnèrent l'impression d'une grève générale dans tout le pays. Dès le début des grèves, tous les grévistes des différentes compagnies eurent des contacts entre eux par téléphone. On lutta divisé, on ne lutta pas tous à la fois, mais on le faisait expressément et pour des raisons bien réfléchies. On profita du fait que les directions voulaient donner une augmentation (que le gouvernement avait refusée) et qu'il existait alors un désaccord entre les directions et le gouvernement.

Dans la province de Brabant, quelques membres du personnel du B.B.A. n'avaient pas, par des circonstances inattendues, assisté à la réunion de nuit. Ils ne savaient pas que la grève était proclamée et commencèrent leur travail ordinaire le jour de la grève. Les grévistes louèrent des taxis pour poursuivre les autobus et les arrêter. En un mot: un esprit de lutte les animait tous. Il y avait même une entreprise de réparations des autobus, à Utrecht, qui par solidarité fit aussi la grève.

Comment la lutte fut terminée:

Le jeudi soir, 28 Janvier, les grévistes décidèrent de terminer leur action, en attendant les pourparlers gouvernementaux, prévus pour samedi matin. Le lundi matin, la presse pouvait annoncer une augmentation de salaire de 6%. Les grévistes n'étaient pas satisfaits. Le mercredi 3 Février, ils annonçaient que cela ne suffisait pas. Ils réclamaient plus, et menaçaient, si nécessaire de reprendre la grève.

A ce moment, les syndicats se sont mis de nouveau dans l'affaire. Ils ont fait des promesses; manoeuvrant de leur mieux pour changer l'opinion, ils y sont arrivés avec succès - temporairement? - La situation est redevenue normale, et tout le monde est resté à son travail.

REGROUPEMENT INTER-ENTREPRISE

La prochaine réunion du regroupement aura lieu le 19 MARS prochain à 15 heures au Local habituel.

GRANDE BRITAGNE

Une firme où le travail aux pièces n'existe plus? Vauxhall.

Dans un cahier d'ILLO remontant déjà à plusieurs mois, il était question de firmes anglaises où l'on avait supprimé le travail aux pièces. Plusieurs camarades nous avaient demandé des précisions. Voici les renseignements que nous avons pu obtenir :

Il s'agit notamment de la société Vauxhall qui est la branche anglaise du grand trust américain General Motors (constructeur de voitures, de frigidaires, de moteurs d'avions, etc...). Elle est installée à Luton dans le sud de l'Angleterre. Elle a supprimé le travail aux pièces en 1956 ayant constaté que ce système n'avait plus de raison d'être dans le système de production actuel, où ce sont les machines beaucoup plus que les hommes qui déterminent la cadence du travail. A cette époque le bon moyen a été inclus dans le salaire de base, et la règle a été la rémunération à l'heure indépendamment du nombre de pièces fabriquées. On a constaté que la suppression du boni au rendement ne faisait pas baisser ledit rendement. Le résultat pour l'ouvrier a été une paye beaucoup plus régulière. Les contestations sur les salaires qui autrefois étaient très fréquentes, ont presque entièrement disparu. Il y a néanmoins des conflits. Parfois des ouvriers se plaignent de ne pas être utilisés à des postes correspondants à leur qualification. La firme a prévu ce genre de réclamations et a mis sur pied avec l'aide des "shop-stewards" (délégués d'atelier) un comité de qualification chargé d'examiner chaque cas litigieux, de faire passer des essais s'il l'estime nécessaire, à la suite de quoi, il fait des recommandations à la direction qui sont généralement adoptées.

De façon générale, les shop-stewards jouent un rôle très important dans l'usine. La direction leur a confié un certain nombre de responsabilités et notamment donné la possibilité de faire partie d'un comité consultatif de direction (management advisory committee) qui s'apparente aux comités d'entreprise français mais dont les possibilités sont beaucoup plus grandes.

Tout ouvrier peut-être élu, mais en général ce sont les délégués d'atelier, déjà connu d'un assez grand nombre de leurs camarades qui se présentent à ces élections. La participation aux élections est beaucoup plus forte que pour les élections syndicales, et l'on compte une moyenne de 80% de votants. Les délégués sont élus pour trois ans, mais ils peuvent être révoqués à tout instant par leurs camarades si ceux-ci sont mécontents. Le comité consultatif de direction compte 27 personnes, dont 21 représentants des travailleurs, et 6 représentants de la direction (dont 5 directeurs occupant des postes très élevés dans la hiérarchie). Ils s'occupent de toutes les questions intéressant le personnel (formation professionnelle, sécurité, pension, répartition des bénéfices), à l'exception des salaires. Cette dernière question fait l'objet de négociations séparées entre la direction et les syndicats. Ceux-ci ne sont qu'au nombre de deux dans l'usine (alors qu'il y en a couramment une dizaine dans les autres firmes automobiles) : l'Amalgamated Engineering Union, et la National Union of Vehicle Builders.

En résumé, la direction de Vauxhall a "joué la paix sociale", quitte pour l'obtenir à céder une partie de ses prérogatives, et ce volontairement. Jusqu'ici son calcul s'est révélé payant, et, depuis la grande vague de grève de 1924, il n'y a pas eu pratiquement de grève chez Vauxhall. Les ouvriers semblent assez satisfaits d'un système qui, dans la structure actuelle de la société est sans doute un des plus "avancés" que l'on puisse imaginer.

Il y a une quinzaine de jours, la section syndicale CGT-FO distribuait son journal "L'Allège", journal destiné aux bureaux-gares et aux ambulants. Il y avait dans ce journal un passage consacré à la seizième nuit et disant que la suppression de cette nuit était actuellement en bonne voie.

La seizième nuit est une chose importante aux yeux des agents des bureaux-gares, c'est la nuit qui coupe le service cyclique (raison donnée par l'Administration pour ne pas rendre les dimanches), et c'est la nuit qu'il faut faire au moment où l'Administration le désire. En 1944, lorsque les troupes allemandes sont parties, les bureaux-gares ont obtenu le service des deux nuits sur quatre. Or, en 1945 alors que la CGT était unique et toute puissante, que des camarades "syndicalistes" étaient ministres, les postiers des bureaux-gares se sont vus imposer (union sacrée PCF-SFIO-MRP-CGT-et CFTC) une nuit supplémentaire par mois (la nuit gratuite comme disent les agents) pour la reconstruction du pays. Cette nuit est due selon les nécessités du service et l'agent est désigné par le chef de service selon le bon plaisir de ce dernier. Cette nuit supplémentaire a fait couler beaucoup d'encre, a fait parler beau coup et aujourd'hui, c'est la CGT-FO qui dit que suppression serait en bonne voie.

Nous, agents des bureaux-gares, agents du service de nuit, nous ignorons absolument où en est cette question et nous ne pensons pas que l'Administration puisse faire des cadeaux. Or, le 18 Février, les cégétistes font une propagande intense pour la suppression de la "seizième" et lancent qu'il faudra faire quelque chose, un mouvement quelconque pour l'obtenir, d'ailleurs les facteurs pour obtenir leur samedi après midi ont fait grève cinq semaines de suite. Ils convoquent les syndiqués pour le 19 à minuit avec ordre du jour suivant : la "seizième" et les traitements, de quoi faire déranger tout le monde, c'est alléchant. Les militants cégétistes ont fait une délégation auprès du directeur des services ambulants qui, paraît-il, ne sait absolument pas où en est cette "seizième" et qu'il n'y a absolument rien de fait à ce sujet. Au retour de la réunion syndicale, les militants cégétistes sont excités, ils reprochent aux agents de ne pas être venus, mais ils n'étaient pas invités et de nombreux ignoraient jusqu'à l'existence de cette réunion.

Le 22, les militants cégétistes sont encore plus actifs, il semble qu'ils veuillent ce mouvement à tout prix, ils sont déçus devant la non réponse ou la désapprobation pure et simple des agents, ils ne comprennent pas. Certains disent : nous n'avons pas confiance en la CGT-FO, c'est certain, mais nous n'avons pas plus confiance en vous ou en d'autres centrales. Vous nous menez tous en bateau. Ça coûte que coûte, vous voulez faire un mouvement aujourd'hui, ça vous prend d'un seul coup, comme cela au pied levé, c'est comme à la fin du mois de novembre; pendant la "période" vous n'avez parlé de rien et aujourd'hui, que nous sommes dans une période "creuse" vous recommencez vos histoires, c'est plus que de la provocation, c'est du sabotage. Vous voudriez avoir le bénéfice de cette suppression s'il y a quelque chose et dire que c'est grâce à votre mouvement que la "seizième" n'existe plus. Votre mouvement n'a absolument rien de clair, bien au contraire et nous voulons attendre au moins jusqu'au mois de mars pour voir si, en fait, cette nuit n'est pas réellement supprimée. Pourquoi ce mouvement de diversion alors que dans quelques jours sans doute, il faudra débattre pour les traitements avec toute la Fonction Publique. La "seizième" évidemment c'est intéressant, ça fait douze nuits de moins dans l'année, mais, c'est une revendication presque locale, n'intéressant que ceux qui travaillent de nuit, dans les bureaux-gares. Pourquoi tant de bruit à ce sujet? Un bureau aurait arrêté la nuit précédente quelques heures, les autres n'attendent que notre décision pour se mettre dans le bain (c'est toujours présenter ainsi), il faut faire quelque chose, on ne va pas se laisser bafouer tous les jours disent les végétistes. Nous connaissons la valeur des promesses

nous apprécions l'honnêteté de la CGT-FO, etc... Les cégétistes convoquent les agents en Assemblée générale le 23 à minuit. Il y a peu de monde, mais l'affaire était dans le sac, la cellule devait débrayer; elle a débrayé entraînant avec elle environ 20% de l'effectif du service de nuit. Certains disent, ils recommencent comme il y a une dizaine d'années. Quelles seront les conséquences? Pourquoi la cellule a voulu ce mouvement? Dans quel cadre entre-t-il? Nous n'en savons rien. La CGT a décidé de faire uniquement des mouvements sporadiques.

LA GUERRE d'ALGERIE : critique de livre
" L'AN V de la REVOLUTION ALGERIENNE " de Frantz Fanon

(Cahier libre N°3- François Maspero- IBI pages - 6,90 N.F.)

C'est une description des conduites nouvelles nées de la Révolution on ce qui concerne les femmes et la femme algérienne, l'attitude des Algériens en face de la T.S.F. et de la médecine moderne. Enfin, le dernier chapitre, " La Minorité Européenne d'Algérie", est la réimpression d'un article paru dans Les Temps Modernes en Juin 1959.

Frantz Fanon est un docteur Antillais, qui a rejoint le F.L.N. Il est très populaire parmi les algériens et son livre a l'approbation des dirigeants, des chapitres entiers ont paru dans le journal du F.L.N. " Le Moudjahid". Pour connaître l'opinion officielle sur ces problèmes, il est important de le lire. Mais il faut voir en quoi cette description correspond à la réalité. Il est déjà facile de voir que les explications pseudo- psychanalytiques qui sont données ont souvent superficielles, et qu'il y a plus de bavardages que d'analyses profondes, et que le style est souvent prétentieux et boursoufflé.

De plus la description des conduites est sujette à caution.

Je ne puis pas dire grand'chose sur les attitudes nouvelles face à la radio ou à la médecine. Il est vraisemblable que ce sont les chapitres les plus proches de la réalité, et il est certain qu'au Maroc, depuis l'indépendance, tout le monde a acheté des postes de T.S.F. pour pouvoir participer à la vie nationale, et que tout le monde, même dans les régions les plus reculées, souhaite avoir plus souvent la visite du docteur. Il n'empêche que l'attachement des gens aux techniques médicales traditionnelles et la confiance dans les guérisseurs que Fanon escamote, assez rapidement, doit avoir un poids bien plus grand qu'il ne le dit. Ici, au Maroc en dépit de l'indépendance et du désir d'utiliser des techniques modernes, les conduites traditionnelles subsistent parallèlement. Il est possible qu'en Algérie, la violence de la lutte, le caractère ultra-nationaliste de tous les cadres de la Révolution, aient plus largement fait disparaître les sorciers et les guérisseurs, mais je crains qu'ici apparaisse une nouvelle opposition entre une bureaucratie militaire et politique, en grande partie issue de milieux citadins occidentalisés, et une masse paysanne encore profondément attachée à ses traditions. Mais cela n'est qu'une hypothèse, il faudrait vivre dans la campagne algérienne pour pouvoir apprécier la réalité de la pénétration des modes de pensée modernes. Il est vraisemblable en tous cas que les maquisards ont dû adopter ce rationalisme outrancier et intransigeant des peuples qui se libèrent et que l'A.L.N. jouera le même rôle que l'Armée Rouge chinoise dans l'encadrement et l'éducation des paysans.

De toutes façons, ces deux chapitres " Ici la voix de l'Algérie" et " Médecine et colonialisme" sont solides et bien documentés et ils indiquent la direction irrésistible prise par le mouvement de libération algérienne. Par ailleurs, dans la description des médecins français d'Algérie, il y a de nombreux faits inconnus en France, et qui soulignent de façon frappante le caractère totalitaire de la domination coloniale.

Mais le premier chapitre " l'Algérie se dévoile" est le plus contestable. Il est certain que la revendication pour l'égalité de la femme existe. Qu'elle est encouragée par les dirigeants et que de nombreuses femmes qui militent sont décidées à ne pas retomber dans le système familial traditionnel. Il est non moins certain que le nombre de militantes et de combattantes s'accroît. La violence de la répression exige un effort toujours accru et le rôle des femmes ne cessera de grandir.

Mais si les militants et les combattants reconnaissent aux militantes et aux combattantes une liberté et une égalité complètes, cela ne veut pas dire pour autant que la femme algérienne a conquis la liberté et l'égalité. Ceux qui acceptent cette liberté et cette égalité ne l'acceptent que dans une situation exceptionnelle, et pour des femmes qui sont aussi exceptionnelles. Quand l'homme et la femme militent le ménage est équilibré et complètement occidentalisé, mais bien souvent le militant impose à sa femme une vie plus rude du fait de ses responsabilités et ne lui accorde aucune liberté. C'est une chose frappante de voir combien, dans le domaine familial, des militants qui paraissent totalement libérés par ailleurs des modes de pensée traditionnelles, gardent en ce qui concerne leurs femmes et leurs enfants, l'attitude conservatrice d'un quelconque petit bourgeois maghrébin.

D'ailleurs, les femmes algériennes en sont conscientes. Un de nos amis a assisté en 1958, à la Bourse du Travail de Casablanca, à une réunion organisée par l'Union des Femmes Algériennes. Les militantes, en face d'un public essentiellement masculin (ce qui est déjà révélateur et du petit nombre de femmes militantes, et de l'intérêt soulevé par ces problèmes: il y avait au minimum 6 à 800 hommes) se sont montrées particulièrement violentes. En gros, elles ont dit: vous faites la Révolution vous luttez contre l'oppression colonialiste, mais vous maintenez votre oppression sur les femmes; méfiez-vous, après l'Indépendance, il y aura sans doute une autre révolution: ce sera la révolution des femmes.

Cela prouve que les femmes militantes ont une conscience aiguë de leur condition et de leur rôle, et cela confirme en partie l'analyse de Fanon; mais quand il écrit (p.95) " la liberté du peuple algérien s'identifie alors à la libération de la femme, à son entrée dans l'histoire " il y a une nette exagération. Il suppose résolus des problèmes qui sont seulement posés.

Le dernier chapitre sur la minorité européenne en Algérie apporte des éléments intéressants. Nous connaissons plusieurs européens d'Algérie qui ont opté pour la nationalité algérienne. Ils appartiennent à tous les milieux et il est vrai que des petits colons ont choisi d'être algériens, pas seulement par peur, mais parce qu'ils sont attachés à ce pays, où ils sont nés, où ils ont toujours vécu, à ce point que beaucoup d'entre eux ne sont venus en France que pour leur service militaire. Cette option pour la nationalité algérienne vivement encouragée par la direction du F.L.N. elle prouve de façon évidente que le F.L.N. veut créer, comme il l'affirme un "état où tous les algériens auraient les mêmes droits sans distinction de race ni de religion". Il est important de le souligner pour montrer l'absurdité des accusations colonialistes qui parlent de "panarabisme," ou " fanatisme musulman médiéval".

~~En fait le~~ livre de Fabon est un des éléments qui prouve que l'Algérie indépendante sera en fait le plus moderne des états du Maghreb, ce modernisme pouvant prendre, bien sûr une forme à la chinoise.

Mais cela est une autre histoire.

GRANDE BRETAGNE : GREVES à la B.M.C.

Moins de huit jours après avoir annoncé qu'il le mettait en oeuvre un programme de développement qui lui coûtera 49 millions de livres, la B.M.C. a été pratiquement paralysée par une grève que 52 électriciens ont déclenchée malgré l'avis de leurs syndicats.

Comme ces ouvriers étaient aux commandes des chaînes de montage, 90.000 ouvriers de ce groupe ont été en chômage à Birmingham, Abington et Swindon, et la production des Morris a été arrêtée.

Dans les usines du groupe Rootes à Coventry et à Aston, 8.600 ouvriers ont été également en chômage en raison d'une grève déclenchée par 132 manutentionnaires.

Les 132 travailleurs qui faisaient grève depuis 21 jours ont voté le 1^{er} Février 1960 la reprise du travail. La Direction a promis que des négociations sur leurs revendications de salaires commencent dès la reprise du travail.

L'ampleur des revendications varie d'une usine à l'autre, mais toutes portent sur une augmentation des salaires masculins et féminins, sur les congés payés, et sur les horaires hebdomadaires jugés trop longs.

LETTRE DU MAROC

La situation au Maroc est toujours très confuse. Le voyage du Roi au Moyen-Orient est un moyen d'utiliser les sentiments pro-arabes qui se développent et d'en consolider sa popularité, mais la stagnation économique et la montée lente du coût de la vie ont plus d'influence sur l'opinion populaire que la propagande officielle. Cette propagande d'ailleurs finit par écoeurer: les Marocains des villes en ont assez d'entendre à chaque bulletin d'information " Sa majesté Mohammed V... " " Son Altesse Royale le Prince Héritier... " " Son Altesse Royale la Princesse... " la moitié au moins de chaque bulletin est consacré aux débats de la famille royale ou aux réceptions des membres du gouvernement. Même les gens les plus royalistes commencent à critiquer sévèrement les princes et le roi lui-même, jusqu'ici inattaqué. Mais par ailleurs, tous les hommes politiques sont usés et aucune force ne semble se densifier. L'U.N.F.P. n'a pas l'audience qu'elle espérait atteindre; ses dirigeants se sont compromis avec le Pouvoir, il n'y a aucun moyen d'expression du mécontentement populaire. L'Istiqlal traditionnel animé par Allal El Fassi profite de cette inquiétude informulée, il essaie de se regonfler en faisant de la démagogie

anti-française. Les bruits les plus invraisemblables ont circulé lors de l'explosion de la bombe atomique: on lui a attribué, comme c'est maintenant la coutume, les perturbations atmosphériques, on a raconté que l'ambassade de France avait distribué aux Français des pilules pour les protéger de la radio-activité, des darlatans vendent de la poudre blanche pour se mettre sur la tête: souveraine contre les retombées radio-actives !.. Dans le peuple où la mentalité pré-logique est générale, n'importe quel bruit peut prendre. Il y a chez eux assez de lucidité pour n'accorder qu'un crédit très limité et très temporaire aux professionnels petits bourgeois de la politique, il n'y a pas assez de culture (et la religion doit aussi jouer un très grand rôle sur les structures mentales) pour créer un mouvement exprimant le mécontentement populaire.

JOURNAUX d'ENTREPRISE

Les journaux d'entreprise que nous connaissons tous, sont les bulletins des sections syndicales ou celui de la cellule d'entreprise; ils n'apparaissent souvent que dans la période des luttes, ou avant les élections d'entreprise; ils ne reflètent les luttes de l'entreprise et les problèmes des travailleurs que dans la mesure où ils peuvent servir la politique et les buts de l'organisation. Ceux qui y écrivent écrivent avant tout en militants d'une organisation. Comme l'écrivait un bulletin d'entreprise C.G.T. " devenez des rédacteurs, adressez-nous vos critiques, vos suggestions, vos articles... avec vous, nous les étudierons et déciderons de leur utilisation ".

Une autre catégorie de journaux d'entreprise est l'oeuvre de militants isolés, qui appartiennent à de petites organisations qui essaient de constituer un parti ouvrier. Tels sont les Tribunes (animées par des militants trotskystes) les Voix Ouvrières (animés par des militants de l'Union Communiste). S'ils sont souvent plus proches de la réalité de l'entreprise, le souci de la propagande pour l'organisation, en fait des organes qui ne se différencient pas fondamentalement des journaux des syndicats ou du P.C.

Une troisième catégorie de journaux d'entreprise est encore l'oeuvre de militants mais non de militants d'une organisation, de simples militants d'entreprise: le journal n'est pas un organe de propagande, mais plus un organe d'expression des luttes et de confrontation d'idées: Tribune Ouvrière Renault, Bulletin Assurances Générales ont le seul souci d'exprimer ce qui se passe dans l'entreprise, d'en faire la critique, d'amener la lutte contre l'exploitation et l'oppression à l'échelle de l'entreprise; Confrontation, Tribune libre de discussion des employés de la Sécurité Sociale dont le N° I vient de paraître, appartient à cette même catégorie de journaux d'entreprise, bien que comme chacun des deux autres, il garde son originalité propre.

Voici le texte de présentation du N° I- Janvier-Février 1960:

POURQUOI "CONFRONTATION": Confrontation n'est pas l'organe d'expression d'une organisation politique, religieuse, syndicale. Confrontation ne vise pas à reconstruire une nouvelle organisation de quelque nature qu'elle soit; refuse à l'avance toute polémique avec toutes organisations et toutes querelles de personnes; n'aura pas de ligne d'orientation, de point de vue définis; ne lancera jamais aucun mot d'ordre; Confrontation, comme son nom l'indique est une Tribune Libre, ouverte à tous ceux qui ont quelque chose à dire et qui, isolés, n'ont pas la possibilité matérielle de le faire. N'importe quel d'entre nous pourra dans ce bulletin exprimer son opinion sur des problèmes culturels, économiques, humains, philosophiques, politiques, sociaux, etc.. Enfin, précision non négligeable, les animateurs de Confrontation appartiennent à différents syndicats, ou ne sont pas syndiqués.

C e q u ' e s t

" INFORMATION & LIAISONS OUVRIERES "

(I . L . O .)

Nous sommes socialistes et révolutionnaires
nous n'appartenons à aucun parti, ni ne nous
réclamons d'aucun syndicat, et ne visons à
constituer ni un nouveau parti, ni un nouveau
syndicat.

Par l'intermédiaire de nos comptes-rendus de
réunions hebdomadaires, de nos Bulletins et
de nos Cahiers, nous faisons de:

L'INFORMATION OUVRIERE

c'est-à-dire que nous tentons avec nos moyens
très modestes de mettre entre les mains d'ouvriers
et d'employés des informations qui peuvent leur
être utiles dans la compréhension des événements
et dans les luttes quotidiennes.

Nous nous efforçons de jouer ainsi un rôle de

L I A I S O N

entre ouvriers et employés de la base en favo-
risant les contacts entre militants ou petits
groupes dispersés dans les entreprises et dont
les expériences gagnent à être rapprochées et
confrontées pour augmenter leur efficacité.
Nous leur donnons notamment la possibilité
de s'exprimer en toute liberté dans nos pu-
blisations.